

Que s'est-il passé ce mercredi d'octobre? Il y a autant des versions que des protagonistes, autant d'histoires que de gens présents cet après-midi-là à la Place de Mai. Le récit des événements de ce jour reste un sujet controversé en Argentine. Après une longue recherche, l'anthropologue Alejandro Grimson a écrit une chronique qui aurait pu être publiée le 18 octobre dans l'édition du soir d'un journal qui ne serait ni d'opposition ni partisan.

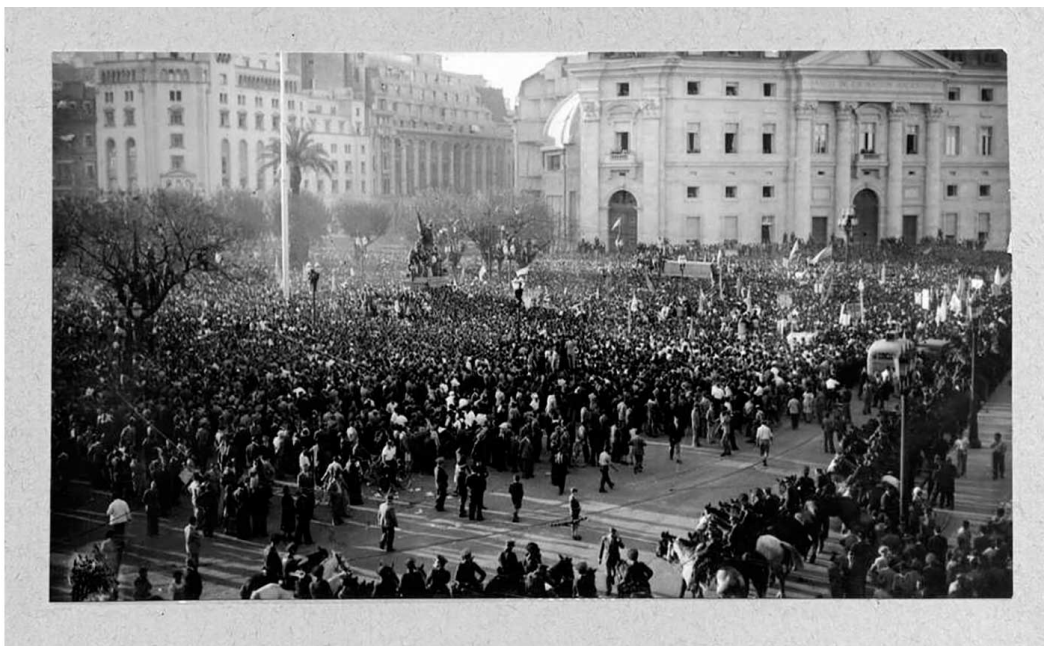
Photos : Archives Générales de la Nation

Il y a mille et une versions du 17 octobre. Étaient-ils cent mille ou un million? Étaient-ils *descamisados* [terme employé pour désigner les plus démunis, littéralement « sans chemises »] ou portaient-ils des vestes? S'agissait-il d'un mouvement spontané ou manipulé? Étaient-ils des migrants du Nord-ouest argentin, des *cabecitas negras* [terme péjoratif pour désigner les provinciaux, litt. « petites têtes noires »], ou étaient-ils des travailleurs de différents secteurs? Sont-ils arrivés à la Place à 6 heures du matin ou à 18 heures? S'agissait-il d'une grève générale de la CGT? Celles-ci et d'autres questions montrent jusqu'à quel point le récit des événements de ce jour-là, où les travailleurs occupèrent la ville de Buenos Aires, reste un sujet controversé en Argentine. Une controverse parfois irréfléchie et peu attentive aux faits connus. C'est pourquoi il y a quelque temps j'ai décidé de lire tous les journaux de l'époque et tous les récits écrits et racontés par la suite, pour me faire ma propre opinion sur ces événements. Savoir pour pouvoir me positionner. Il y a des dizaines de subtiles discussions que je ne donnerai à connaître qu'à l'avenir, dans un texte significativement plus long.

Pour établir ce qui s'est passé ce jour-là, il y a deux grands problèmes. Au cours des premiers gouvernements de Perón, un récit mythique a été construit. Et soixante-dix ans plus tard, il existe encore des versions anti-péronistes qui ne comprennent pas les événements survenus ce jour-là qui ont changé l'Argentine. De la même manière que les médias de l'époque considéraient la répression policière comme normale et protestaient face à la « passivité » policière (l'absence de répression brutale), ces récriminations continuent à se lire dans la presse actuelle.

Mais il y a quelque chose de plus. Quelque chose de très polémique mais, à mon avis, clairement démontré par la meilleure recherche universitaire. Depuis ce jour, il y a eu beaucoup d'anti-péronistes qui ont cru que Perón avait organisé les événements du 17 octobre 1945. La recherche a démontré non seulement qu'il n'en était rien mais encore que cela aurait été impossible et pour une raison très simple. Si l'une des conséquences du 17 octobre a été le changement du panorama politique et l'ouverture d'une possible candidature de Perón, l'autre conséquence a été que la place que les travailleurs ont occupée dans le premier péronisme a été beaucoup plus grande que celle que Perón lui-même avait imaginée à l'origine. Ce sont ces deux éléments, et bien entendu d'autres que nous ne traiterons pas dans ce bref exposé, qui doivent être compris pour pouvoir saisir pourquoi ce jour a marqué un avant et un après pour le pays.

Il y aura toujours des recherches et des débats sur ces dates et sur les péronismes, au pluriel. Les bons débats, comme les bonnes recherches, ne méconnaissent pas ce qui est évident, ils n'ignorent pas les progrès de la connaissance, ils n'acceptent pas de reproduire la « mythologisation ». Pour pouvoir prendre une position, il est crucial de savoir ce qui est arrivé.



Selon ce critère, j'ai construit ma propre version que j'expose brièvement ici comme si elle était une chronique journalistique publiée dans les éditions du soir du 18 octobre 1945. Chacune de mes affirmations s'appuie sur des sources et sur plusieurs sources concordantes dans la plupart des cas. Mais j'attendrai que ceux qui seraient en droit de me critiquer remettent en question mes affirmations pour offrir en détail les fondements des résultats de mon travail. J'ai voulu le présenter ici comme un récit "amphibien", peut-être même entre deux époques, 1945 et 2015.

Il y a quelque chose de commun dans plusieurs versions du 17 octobre. Les narrateurs croient savoir la Vérité et pensent qu'en la révélant ce pays sera enfin libéré de ses fantasmes. La vérité est peut-être qu'il n'y a ni vie ni pays sans fantasmes. Malgré tout, une société qui débat sur les interprétations des faits historiques est différente de celle qui, de façon absurde, débat sur les faits historiques eux-mêmes. C'est pourquoi essayer de déterminer ce qui est arrivé et ce qui n'est pas arrivé peut nous aider à améliorer nos propres controverses.

Le 17 n'a pas été un phénomène de mobilisation nationale. Son centre était à Buenos Aires même s'il a été important aussi à Rosario, à La Plata (Berisso et Ensenada), à Córdoba, à Tucumán, et dans d'autres provinces qui avaient adhéré à la grève générale du 18. Mais ce qui est sûr c'est que par le poids industriel, démographique et politique de Buenos Aires, le fait politique central a eu lieu dans cette ville et sa périphérie. La bataille décisive s'est déroulée dans la Capitale Fédérale mais il ne faudrait pas perdre de vue les liens de certains des protagonistes avec la Fédération Ouvrière de Tucumán de l'Industrie du Sucre (sigle en espagnol FOTIA) ou avec le syndicalisme de San Juan ou de Rosario. Il est toujours difficile et peut-être présomptueux d'évaluer le poids de chaque facteur sur le déclenchement d'un processus comme celui du 17 octobre. Mais comme je ne peux pas faire ici un récit national, qui dépasserait les contours de Buenos Aires, il me semble juste d'évoquer, pour leur rendre hommage, les dirigeants syndicaux de plusieurs régions du pays qui ont pris des risques ces jours-là.

Alejandro Grimson, octobre 2015

Cette chronique prétend raconter les événements cruciaux du 17 octobre 1945 comme si elle avait été publiée le 18 octobre dans l'édition du soir d'un journal qui ne serait ni d'opposition ni partisan. Même si le récit s'appuie sur une recherche approfondie, il sera présenté sous la forme d'une nouvelle politique.

Place de Mai : Perón a parlé à la foule mobilisée

À 23h00, il s'est adressé aux travailleurs qui occupaient la Place. Le pays paralysé par une grève générale de la CGT

Hier soir, une foule de travailleurs a envahi la Place de Mai et a réussi à obtenir la libération de Perón, qui était détenu à l'île Martín García. Depuis les premières heures du matin, des syndicats autonomes, des délégués et des activistes avaient arrêté le travail de plusieurs entreprises de la grande périphérie de la province de Buenos Aires. Une fois que leur atelier ou que leur usine était arrêté, ils allaient à

une entreprise voisine pour obtenir la même chose. Dans leurs discours, ils en appelaient à la nécessité d'une mobilisation populaire pour libérer le Colonel Perón, en précisant qu'il pourrait même être exécuté. On dit que lorsqu'ils n'avaient pas un bon accueil, ils n'avaient pas toujours de bonnes manières. La CGT, lors de la réunion qui s'est tenue le 16 et qui a duré jusqu'à minuit, avait voté la grève générale pour aujourd'hui. Mais précédemment, ces dirigeants ouvriers, rassemblés dans le "Comité Intersyndical", avaient déjà pris la décision que la grève générale et la mobilisation auraient lieu hier. Cette mésentente, qui pour certains pouvait faire craindre un échec de ces deux journées, semble pourtant avoir donné un sursaut d'énergie et produit un changement dans le panorama politique argentin.

Lorsque hier matin le comité intersyndical a commencé à paralyser les usines et à rassembler les ouvriers, la grève avait déjà commencé depuis deux jours à Rosario, à Tucumán et à Berisso. En fait, les ouvriers des frigorifiques et du sucre, groupés dans la FOTIA, semblent s'être mutuellement encouragés. La consigne était d'exiger la libération de Perón et les ouvriers de la province de Buenos Aires ont décidé d'entrer dans la Capitale. Du Sud, depuis Avellaneda, Lanús, Berisso et Ensenada des grosses colonnes d'ouvriers avançaient vers la Capitale. D'autres entraient depuis le Nord, par Vicente López et Villa Martelli. D'autres travailleurs venaient de San Martín ou de l'Ouest par l'Avenue Rivadavia.

Vers 9 heures, lorsque plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers allaient traverser le Pont Pueyrredón celui-ci fut levé. Les travailleurs étaient stupéfaits. Entre-temps, un piquet de l'escadron de police s'était formé sur le Pont Pueyrredón.

Au cours de la matinée, plusieurs actes de répression policière ont été constatés. À 7 heures, à l'angle de la rue Brasil et du Paseo Colón, la police a dispersé environ mille personnes qui marchaient vers le Palais du Gouvernement. À 8h30, une manifestation a été dissoute à l'angle de la rue Independencia et du Paseo



Colón. À 9h30, environ 10.000 personnes réunies face au Pont Pueyrredón ont été dispersées.

Les travailleurs qui arrivaient jusqu'au Riachuelo ont interprété ces faits comme une manœuvre pour les empêcher de traverser et, face à cette situation, ils ont pris des décisions différentes. Un groupe s'est déplacé pour essayer de passer à travers le pont des chemins de fer. Un autre groupe, plus enthousiaste, s'est directement jeté à l'eau et a traversé à la nage. La plupart a pourtant attendu mais la tension était palpable. En fait, une heure plus tard, les ponts étaient à nouveau descendus et les manifestants ont pu rejoindre la Capitale en chantant à la gloire de Perón et en brandissant des drapeaux argentins.



Lorsque les manifestants étaient dispersés par des gaz lacrymogènes, ils revenaient aussitôt, se regroupaient à nouveau et continuaient à avancer. À 9h45, la police avait compté 5.000 manifestants sur l'avenue Vieytes. À 10h15, une colonne d'un kilomètre avançait par Montes de Oca. Une demi-heure plus tard, environ vingt mille personnes avançaient par la rue Bernardo de Irigoyen vers l'Avenue de Mai. À 12h30 une colonne d'un kilomètre avançait par la rue Corrientes, tandis qu'à l'angle des rues Cangallo et Montevideo et Callao et Córdoba des colonnes se formaient sur encore un kilomètre de long.

La foule brandissait des pancartes avec le portrait de Perón et des drapeaux argentins et chantait : "Je te donnerai / je te donnerai ma belle patrie / je te donnerai une chose / une chose dont le nom commence par la lettre p/ Perón". Les criss tridents de ces corps en sueurs perturbaient la vie de la grande ville : "La patrie sans Perón/ c'est comme un navire sans gouvernail".

Les colonnes des travailleurs tombaient sur la Police qui essayait de les dissuader de continuer à avancer. Des discussions s'engageaient et des situations d'extrême tension ont surgi à plusieurs reprises. La marche des manifestants était de ce fait retardée, mais elle l'était également parce que les manifestants semblaient vouloir progresser lentement. Dans leur marche, que ce soit à Barracas, à San Cristóbal ou à Chacarita, ils essayaient de rallier d'autres ateliers, de les convaincre de fermer leurs portes et de se joindre à la mobilisation.

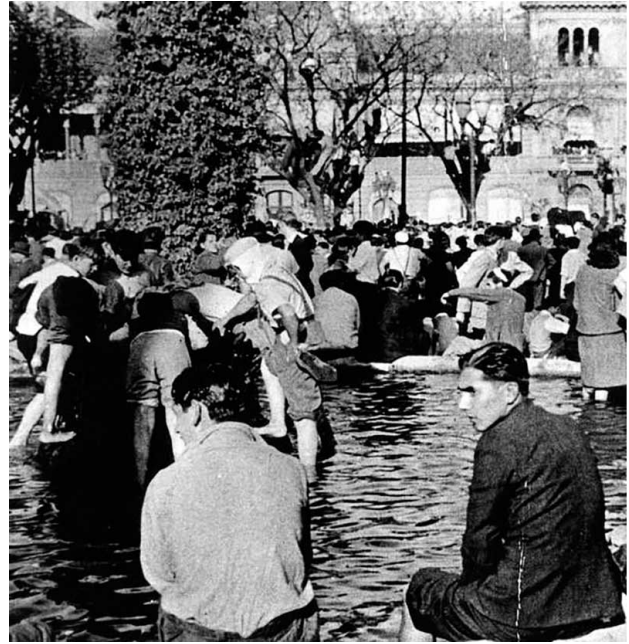
Les ouvriers de différentes zones de La Plata ou d'Avellaneda, qui marchaient vers la Capitale, arrêtaient tout type de transport pour s'y faire conduire. Apparemment, plusieurs convois sont partis de La Plata vers la Capitale avec des centaines d'ouvriers sans qu'on leur demande de payer les billets de transport. D'autres disaient que les trains et les voitures étaient très peu nombreux pour la quantité de gens qui cherchait à rejoindre Buenos Aires. Plusieurs trains ont cessé de fonctionner, mais il est encore trop tôt pour savoir si c'était en raison de l'adhésion des travailleurs ou pour boycotter les manifestants. La plupart des commerces fermaient leurs portes au fur et à mesure que la mobilisation prenait de l'ampleur.

Vers midi, peu de monde avait rejoint la Place de Mai. À ce moment-là, le Comité de Grève de la CGT sortait dialoguer avec le Général Ávalos qui leur aurait demandé de lever la mesure décidée pour aujourd'hui, ce qui a été refusé par les dirigeants syndicaux. Ceux-ci n'ont pas manqué de rendre responsable le gouvernement de toute situation qui pourrait porter atteinte à la sécurité des travailleurs. Plus tard, ce même Comité a rendu visite au Colonel Perón à l'Hôpital Militaire.

Apprenant que Perón avait été amené à l'Hôpital Militaire, plusieurs colonnes de manifestants se sont mis en route vers l'établissement hospitalier tandis que d'autres restaient dans l'attente des nouvelles. À 14 heures, plusieurs milliers de travailleurs se réunissaient face à l'Hôpital, sur l'avenue Luis María Campos. Les autorités, craignant d'être débordés par la foule, ont donné l'ordre aux soldats en faction de les menacer d'utiliser leurs mitrailleuses afin de les contenir.

Durant cette journée, les nouvelles se sont succédé à un rythme vertigineux. Dans les premières heures du 17, peu de monde savait qu'il y aurait une telle mobilisation, que Perón avait été conduit à l'Hôpital Militaire et que la CGT appelait à la grève pour le 18. En fait, durant la matinée, il y a eu des travailleurs qui ont rejoint la mobilisation en croyant que Perón allait être fusillé à Martín García. Une fois la mobilisation déclenchée, rien ne pouvait les arrêter car rien ne leur convenait, ni la présence de Perón à l'Hôpital Militaire, ni la promesse du Général Avalos de veiller sur sa sécurité. Ils voulaient voir le Colonel en personne.

Selon des sources militaires haut placées, la progression depuis le matin des colonnes de manifestants avait provoqué des tensions au sein du gouvernement. La répression ponctuelle de la police n'était pas suffisante pour les arrêter et vers midi, une totale passivité des forces de l'ordre était constatée. On dit même que certains sous-officiers se seraient joints à la mobilisation. Dans la matinée, le Chef du Régiment 10 de Cavalerie a téléphoné au Ministre de la Guerre, le Général Ávalos, pour lui demander l'autorisation de



réprimer le mouvement. Le Ministre de la Marine, Vernengo Lima, de son côté, exhortait à adopter des mesures de force. Ávalos n'a pas donné son accord, en partie, parce qu'il pensait que la situation n'était pas dangereuse, mais aussi parce qu'il ne souhaitait pas provoquer un bain de sang.

À 15h15, à l'angle des rues San Juan et La Rioja, une colonne de manifestants marchait sur presque un kilomètre de long et à 15h45 une autre d'un kilomètre également arrivait au Congrès. À partir de 16 heures, sur les balcons de la *Casa Rosada* [siège du pouvoir exécutif, litt. "Maison rose"], sous lesquels la foule grandissait de plus en plus, les faits les plus absurdes se sont déroulés. Le Général Ávalos, obsédé par l'idée d'éviter un bain de sang, est apparu au balcon pour s'adresser aux manifestants. Lorsqu'il a commencé à parler, il a eu droit à une salve de sifflets qui l'a empêché de continuer. Indigné, il a appelé le Colonel Mercante pensant que celui-ci étant le bras droit du Colonel Perón il serait écouté lorsqu'il demanderait la démobilisation pacifique des manifestants. Mais quand Mercante est apparu au balcon -personne ne sait si c'était par naïveté ou par calcul – il a commencé son discours en disant : "Le Général Ávalos..." et il fut aussitôt interrompu et essuya également une salve de sifflets, si bien qu'il n'a pas non plus pu parler à la foule.

Au milieu de la confusion, diverses personnalités, parmi lesquelles le directeur du journal *La Época*, Eduardo Colom, ont commencé à dire que le Colonel Perón parlerait à 18h30 à la Place de Mai.

Tandis que cette nouvelle se propageait sur les antennes radiales, de nouveaux secteurs venaient rejoindre la mobilisation. Ceux qui se trouvaient devant l'Hôpital Militaire ont commencé à se diriger vers la *Casa Rosada*, un trajet de plus de six kilomètres. Leurs chants s'entendaient de plus en plus fort: "Ils nous ont enlevé Perón / pour nous voler la Nation".



Parmi les manifestants, il y en avait certains qui étaient habillés en costume et qui portaient même un chapeau, mais il y avait aussi ceux qui étaient en manches de chemise, ou avec les chemises ouvertes et froissées ou carrément avec leurs tenues de travail. On pouvait voir aussi des personnes et des groupes d'origine diverse. Certains étaient originaires des provinces, arrivés ces dernières années à la capitale. D'autres faisaient partie de la nouvelle génération de ces migrants venus de l'autre côté de l'Atlantique. Des cheveux noirs, des cheveux blonds, des peaux mates, des peaux blanches, ayant des traits indiens ou des traits européens, tous étaient des travailleurs réunis sous une même bannière. C'était la foule la plus bigarrée que l'on n'ait jamais vue jusqu'à maintenant dans nos rues et dans nos avenues.

Les *porteños* [originaires de la ville de Buenos Aires, litt. “du port”] s’arrêtaient sur les trottoirs pour voir ce spectacle inédit. La plupart d’entre eux étaient choqués de voir passer par les rues du centre-ville de Buenos Aires des femmes et des hommes vociférant, très mal habillés, quelques-uns portant des vêtements sales, d’autres avec des visages et des couleurs de peau insolites. Certains demandaient “mais qui sont ceux-là?”, “d’où sortent-ils?”. Il y avait des gens qui éprouvaient de la peine pour ces « pauvres gens », pour ces « déguenillés ». D’autres étaient indignés et parlaient d’ « invasion », des « martiens » ou des « agents à la solde du

nazi-péronisme". Le contraste social avec les gens qui s'étaient réunis à la Place San Martín le 12 octobre ou avec les manifestants du 19 septembre dernier était saisissant. Bien qu'en regardant de plus près, on remarquait la présence aussi d'employés de l'Etat bien habillés et de travailleurs pauvres qui avaient marché durant des heures criant tous à la gloire de Perón. Ils étaient vus comme des « fidèles » du célèbre Colonel.

En fin d'après-midi, davantage de travailleurs commençaient à se rendre à la Capitale. Apparemment, beaucoup d'entre eux avaient appris les événements par les radios ou par les syndicats qui n'avaient pas à l'origine adhéré à la mobilisation. De plus, comme l'information circulait dans les entreprises et les ateliers, beaucoup d'entre eux s'étaient joints à la mobilisation seulement à la fin de leur horaire de travail. À 16h30 le pont Pueyrredón était à nouveau levé et on a pu assister à des scènes déjà vécues durant la matinée. Peu après, le pont était à nouveau ouvert au passage.

Sur la Place de Mai, la foule grandissait. Certains, qui avaient parcouru des kilomètres à pied, enlevaient leurs chaussures et se rafraîchissaient dans les fontaines de la place. Outre leur différence vestimentaire, il y avait des hommes et des femmes, pour la plupart des jeunes, ainsi que des groupes d'enfants.

Entre 18 et 19 heures, la Place était tellement remplie de gens qu'il était presque impossible de se déplacer. L'étouffante chaleur de la journée disparaissait peu à peu lorsque le Colonel Perón s'entretint avec le Président de la Nation, Edelmiro Farrel. Peu avant 23 heures, Farrel apparut au balcon de la *Casa Rosada*, et annonça que Perón allait parler à la foule. Des applaudissements nourris se sont fait entendre. Avec des journaux, les manifestants ont allumé des torches. L'orateur a invité les manifestants à chanter l'Hymne National pendant que le Colonel Perón préparait les paroles qu'il allait prononcer. Presque à la fin de son discours, on entendit quelqu'un demander avec insistance "où avez-vous été?". Le Colonel a essayé d'éluder la question mais devant l'insistance de la foule il a signalé qu'il ne souhaitait pas se rappeler du sacrifice qu'il avait fait et qu'il ferait encore pour tous les présents. Ce dialogue entre un leader et la foule était aussi inédit que les événements de la journée.

Le Colonel Perón a conclu son discours en affirmant qu'il n'y avait plus de raisons de faire la grève générale comme il était annoncé mais il a demandé de la mener à bien comme un jour de fête. La foule a répondu en criant "Demain c'est Saint Perón, que travaille le patron!". Enfin, le Colonel Perón a demandé aux manifestants de se disperser dans le calme, s'adressant particulièrement aux femmes ouvrières présentes, mais de rester encore quelques minutes "pour imprimer sur ma rétine le

spectacle grandiose offert par le peuple que je vois d'ici".

La plupart des manifestants sont restés le temps demandé et, peu après, la foule a commencé à quitter la place. Mais comme la grève générale avait déjà débuté, il n'y avait pas de transport public, si bien que les manifestants, ne pouvant pas rentrer chez eux, se sont installés dans divers endroits et ont dormi sur place. Ce matin, dans le centre-ville de Buenos Aires, vide de ses habitants, on ne voyait que ces groupes qui, au fur et à mesure de leur réveil, reprenaient l'ambiance festive de la veille.



Durant la matinée, ils ont parcouru différentes zones de la ville en chantant et en écrivant des slogans à la craie sur les murs ou sur les véhicules. Ce spectacle s'est déroulé dans le centre-ville et dans les quartiers proches. Vers midi, ils se sont arrêtés pour se reposer et, au moment de boucler cette édition, ils semblent avoir repris leur promenade par les rues de la capitale.

Durant de longues années, Buenos Aires a été fière de son côté européen, de ses visages blancs et de ses règles d'étiquette, en particulier, pour accéder au centre-ville. Et hier et aujourd'hui, la ville a vécu un clivage entre l'ambiance festive des rues, avec ces personnes et ces groupes venant de la périphérie, et la crainte et la rancune manifestées par certains voisins qui regardaient cette mobilisation depuis les trottoirs, les balcons ou les fenêtres. Parmi eux, ainsi que parmi des collègues d'autres journaux et des dirigeants politiques, on a pu entendre des mots assez forts contre ces manifestants : horde, populace, *lumpenprolétariat*, racaille, sans chemises, voyous, sauvages, *cabecitas negras*. Ces mots, utilisés pour qualifier des travailleurs argentins, menacent l'espoir que ce clivage ne soit que passager. Ils menacent l'illusion, très vive encore chez beaucoup d'entre nous, que ce clivage ne se perpétuera pas indéfiniment.